



Déclaration intersyndicale au CSA-MEN du 16 décembre 2025

Depuis le printemps, nos organisations syndicales (FSU, Unsa, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, CGT Éduc'action, SNALC et SUD Éducation) mènent une campagne pour la création d'un corps de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH.

Cette revendication est portée par toute la profession et elle est largement soutenue par l'ensemble de la communauté éducative comme le montre la pétition qui a recueilli à ce jour plus de 80 000 signataires

Il n'y a plus de débat aujourd'hui sur la pérennité des missions assurées par les AESH pour l'inclusion d'élèves en situation de handicap. 11 ans après la création du statut d'AESH, l'essentiel reste à faire pour sortir les 140 000 personnels de la précarité et pour rompre avec un turn-over dont les conséquences sont dramatiques pour les élèves et toute la communauté éducative. Il est plus que temps de mettre fin à l'absence de reconnaissance qui décrédibilise tout le discours sur l'inclusion. La solution est connue : c'est la création d'un corps de fonctionnaires de catégorie B.

Le MEN ne peut pas, d'un côté, se targuer de mener une politique ambitieuse d'égalité professionnelle, et de l'autre, maintenir dans une grande précarité des travailleuses essentielles au fonctionnement de l'école inclusive.

Il n'y a aucune raison d'attendre pour ouvrir les discussions qui devront déboucher sur la création de ce corps. Nous exigeons que ces discussions soient mises au programme des travaux du CSA MEN.

Paris, le 16 décembre